



**PRÉFET
DU DOUBS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
des Territoires
du Doubs**

Arrêté cadre départemental n° 25-2023-06-12-00008

relatif à la mise en place des principes de vigilance et de gestion de la ressource en eau en période d'étiage dans le département du Doubs, à l'exception du sous-bassin de l'Allan

**Le préfet du Doubs
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU la Directive cadre sur l'eau du 23 octobre 2000,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1, L.211-3 à L.213.3, L.214-7, L.214-18, L.215-1 à L.215-13, L.214-7, L.214-18, L.215-1 à L.215-13, R.211-66 à R.211-70 et R.214-1 à R.214-56 ;

VU le code civil et notamment les articles 640 et 645 ;

VU le code de la santé publique et notamment les articles R.1321-1 à R.1321-66 ;

VU le code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L.2212-5 et l'article L.2215-1 relatif aux pouvoirs du représentant de l'État dans un département en matière de police ;

VU le décret n°2010-0146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise sécheresse ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse en vigueur ;

VU l'arrêté 21-327 du 23 juillet 2021 relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Rhône-Méditerranée-Corse ;

VU l'arrêté cadre départemental n° 25 2022 04 28 00001 relatif à la mise en place des principes de vigilance et de gestion de la ressource en eau en période d'étiage dans le département du Doubs, à l'exception du sous-bassin de l'Allan ;

VU l'arrêté cadre interdépartemental du sous bassin de l'Allan qui intègre 35 communes du Doubs ;

VU le décret du 23 juin 2021 portant nomination du Préfet du Doubs – M. COLOMBET Jean-François ;

VU l'instruction du 16 mai 2023 relative à la gestion de la sécheresse ;

VU le guide de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse de mai 2023 ;

VU l'avis du comité de ressources en eau du département du Doubs ;

VU les participations du public réalisées dans les conditions prévues à l'article L.123-19-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les mesures provisoires de restriction ou d'interdiction de certains usages de l'eau peuvent être nécessaires en cas de déficit de la ressource en eau, pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable, des écosystèmes aquatiques et pour la protection de la ressource en eau ;

CONSIDERANT que parmi les usages de l'eau, l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine constitue une priorité ;

CONSIDERANT la nécessité de concilier au mieux les usages de l'eau dans le cadre d'une gestion concertée et équilibrée dans l'intérêt de la préservation des milieux aquatiques ;

CONSIDERANT la situation particulière du département du Doubs, dont le caractère karstique accentue la fragilité de la ressource en eau et notamment la faiblesse de l'étiage des rivières tel qu'il peut être apprécié au moyen du réseau de mesures des débits des cours d'eau ;

CONSIDERANT que l'anticipation et la planification des mesures de limitation sont essentielles pour garantir l'efficacité, la cohérence, la progressivité et l'acceptabilité des mesures, permettre une plus grande transparence et une meilleure concertation et garantir une solidarité entre l'amont et l'aval ;

SUR proposition du secrétaire général

ARRETE

Article 1 - Objet

Le présent arrêté cadre a pour objet de :

- mettre en œuvre dans le département du Doubs des mesures de gestion des étiages ;
- délimiter les secteurs (article 2) dans lesquels pourront s'appliquer des mesures de précaution, de restriction ou d'interdiction provisoires de prélèvement dans les eaux superficielles et dans les eaux souterraines, dont les nappes alluviales des cours d'eau, ainsi que des mesures de restriction partielle ou d'interdiction des autres usages de l'eau ;
- fixer des seuils de vigilance, des seuils d'alerte, des seuils d'alerte renforcée et des seuils de crise pour le débit des cours d'eau (article 3) en dessous desquels ces mesures de vigilance, de restriction ou d'interdiction provisoires des usages pourront s'appliquer (article 5). Les niveaux des nappes, et des observations sur d'autres cours d'eau pourront compléter le niveau d'information dès lors que ces données existent et qu'elles sont en rapport avec les usages.
- définir les conditions de déclenchement des interdictions (article 3) et de l'organisation de la veille sécheresse (article 4) ainsi que les conditions d'adaptation des mesures (article 6).

Article 2 - Définition de la zone d'application du présent arrêté cadre : la zone d'alerte

Les zones d'alerte sont des unités hydrologiques ou hydrogéologiques cohérentes pour lesquelles

l'administration est susceptible de prescrire des mesures de restriction. Au nombre de quatre, elles couvrent l'ensemble du département dont une est à l'échelle inter-départementale. Les communes peuvent aussi être rattachées à une zone de gestion, dans le cas où elles sont approvisionnées par des prélèvements situés dans une zone d'alerte différente de celle où elles sont implantées.

Le présent arrêté cadre départemental s'applique sur l'ensemble du département du Doubs, à l'exception des communes constituant le sous-bassin de l'Allan, qui sont gérées par l'arrêté cadre interdépartemental Doubs / Territoire de Belfort / Haute-Saône. Toutefois, ces communes demeurent rattachées à leur zone de gestion des plateaux calcaires.

L'ensemble des communes concernées par les zones d'alerte et de gestion sont listées en annexe 2. L'annexe 1 présente la cartographie de ces zones.

Article 3- Définition des seuils de surveillance et conditions de déclenchement

3-1 : Seuils de surveillance

Quatre niveaux de gravité sont définis en fonction du débit des cours d'eau et précisés dans l'annexe 2 de l'arrêté n° 21-327 du 23 juillet 2021 susvisé. Ils sont contrôlés de manière hebdomadaire du début de l'étiage jusqu'au mois de septembre, puis toutes les deux semaines, dans les bulletins édités par la DREAL Bourgogne-Franche-Comté et accessibles sur son site internet. Les seuils de surveillance fonctionnent comme suit :

- seuil de vigilance : il faut que 50 % des stations hydrométriques situées dans la zone d'alerte franchissent à la baisse le seuil de vigilance. Ce seuil enclenche le lancement des bulletins hebdomadaires et peut donner lieu notamment à des actions de communication ;
- seuil d'alerte : il faut que plus de 50 % des stations hydrométriques situées dans la zone d'alerte franchissent à la baisse leur seuil d'alerte pour placer la zone en constat d'Alerte ;
- seuil d'alerte renforcée : il faut que plus de 50 % des stations hydrométriques situées dans la zone d'alerte franchissent à la baisse leur seuil d'alerte renforcée pour placer le secteur en constat d'Alerte renforcée ;
- seuil de crise : il faut que plus de 50 % des stations hydrométriques situées dans la zone d'alerte franchissent à la baisse leur seuil de crise pour placer le secteur en constat de Crise.

Si des problèmes inhabituels et graves d'adéquation entre la ressource et les usages sont identifiés, susceptibles de mettre en péril la distribution d'eau potable provenant des ressources de la zone de surveillance, la santé publique, la sécurité civile et la survie des espèces présentes dans le milieu, toute décision d'urgence ou d'anticipation pourra être prise par toute autorité en adéquation avec le niveau du péril (exemple : maire pour un réseau de distribution d'eau communal).

Les stations hydrométriques et les débits de référence des différents niveaux de gravité sont présentés en annexe 4.

Pour constater le franchissement de seuils, la DREAL produira des bulletins comportant les VCN3 calculés sur les deux semaines précédant le jour de publication. Le VCN3 est le débit minimum moyen journalier observé sur une période de 3 jours consécutifs pendant une période définie au préalable qui est fixée ici aux 14 jours précédant la date de publication du bulletin.

3-2 : Conditions de déclenchement

La prise de décision de franchissement d'un niveau de gravité sur la zone d'alerte s'appuie sur les stations hydrométriques de référence et les seuils de surveillance, mais aussi, sur la prise en considération à part

entière des éléments d'information listés ci-dessous :

- les données de l'observatoire national des étiages (ONDE) de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) ;
- des données hydrologiques complémentaires ;
- des données ou bulletins piézométriques, notamment ceux disponibles sur le site <https://ades.eaufrance.fr/> ;
- des données hydro-agronomiques ;
- les prévisions météorologiques fournies par Météo France ;
- les données liées à l'alimentation en eau potable, en particulier l'état de la ressource sur certains captages considérés comme stratégiques : Mathay, Saint Point...

et par toute information relative au risque de mise en péril de la quantité ou de la qualité de la ressource en eau, susceptible d'être transmise au Préfet par tout usager et tout gestionnaire.

3-3 : Cohérence dans le déclenchement

Afin d'assurer une cohérence hydrologique des conditions de déclenchement des mesures de restriction, et une solidarité amont-aval entre usagers, les principes suivants sont à prendre en compte :

- délai maximum de 8 jours entre le constat de l'état de la ressource et la signature d'un arrêté de restriction des usages, consultation de la cellule de suivi opérationnel incluse ;
- situation qui s'aggrave (exemple d'alerte vers l'alerte renforcée) : lorsque le débit ou le niveau piézométrique moyen journalier est inférieur au seuil fixé pendant au moins 5 jours consécutifs ou 5 jours par période de 7 jours, le seuil est considéré comme franchi. Tout franchissement de seuil à la baisse peut être anticipé, si nécessaire, suite à une analyse multifactorielle ;
- situation qui s'améliore : on considère le seuil franchi lorsque le débit ou le niveau piézométrique moyen journalier repasse à un niveau supérieur à celui fixé pendant au moins 10 jours consécutifs. En cas de situation de crise seulement, et après analyse multifactorielle et une nette amélioration de la situation avérée, le passage à un niveau de restriction moindre peut être anticipé. Si les conditions le permettent, il sera préféré une levée des restrictions à un passage de crise en alerte renforcée.

Article 4 - Mise en place de structures de veille et de suivi de la sécheresse, actions à mener par niveau de gravité

4-1 : Le comité de ressources en eau

Il est mis en œuvre dans le Doubs un comité de ressources eau qui peut se réunir en mode plénier ou restreint. Ce comité peut être réuni pour la gestion de l'eau potable et tout autre sujet à enjeux nécessitant une concertation élargie.

Le comité de ressources en eau est une instance de concertation qui se réunit en dehors des périodes de basses eaux, a minima deux fois par an :

- une séance en fin d'étiage estival pour dresser le bilan de l'épisode de basses eaux et les éventuelles évolutions à apporter à l'arrêté cadre ;
- une séance avant la période prévisible d'étiage pour évaluer l'état des ressources, leur niveau de recharge, d'en apprécier le risque de sécheresse et de partager les modalités des mesures à déployer au cours de la période d'étiage à venir.

Ce comité de ressource est susceptible d'être réuni à la demande du préfet en période de sécheresse. Le suivi opérationnel de l'étiage est assuré par une cellule de suivi opérationnel de l'étiage.

Pour assurer une meilleure réactivité, le Préfet peut décider de privilégier l'échange de courriers électroniques entre les membres du comité de ressources en eau avant la prise d'un arrêté ou de plusieurs arrêtés de restriction, ou d'informer a posteriori le comité de sa décision.

4-2 : La cellule de suivi opérationnel de l'étiage

La cellule de suivi opérationnel de l'étiage est activée en tant que de besoin par le préfet.

Cette cellule assure l'analyse multifactorielle sur la base d'un suivi de la situation météorologique et hydrologique des cours d'eau et de ses conséquences sur les milieux aquatiques et sur les différents usages, en particulier l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine. Cette cellule fait la synthèse de ces éléments et donne un avis au Préfet. A partir des informations mises à sa disposition et selon le niveau de gravité atteint, la cellule propose un arrêté de restriction des usages de l'eau sur une ou plusieurs zones d'alerte.

La cellule de suivi opérationnel de l'étiage est constituée de la préfecture, la DDT, l'ARS, la DREAL, Météo France, l'OFB, les forces de l'ordre, et toute personne qualifiée ou collectivité pouvant contribuer.

Au niveau de gravité d'alerte, alerte renforcée ou de crise, elle se réunit à un rythme hebdomadaire lorsque les circonstances l'exigent pour échanger et proposer des mesures de restriction si nécessaires sur la base de l'arrêté cadre départemental.

4-3 - Mise en œuvre opérationnelle et échanges d'informations entre les départements

La DDT du Doubs veillera à bien s'informer mutuellement auprès des DDT des départements voisins de l'évolution de la situation sur les zones d'alerte interdépartementales communes.

La coordination avec le Préfet du Territoire de Belfort et le Préfet de Haute-Saône fait l'objet d'un arrêté cadre inter-départemental spécifique sur le bassin de l'Allan.

Les zones d'alerte communes auront au plus un niveau de restriction de différence.

Chaque préfet de département reste compétent pour gérer les sécheresses dont la prise de mesures de restriction.

Article 5 – Mesures de restrictions ou d'interdiction des usages de l'eau

Les mesures de restriction instaurées dans les secteurs, en application du présent arrêté, présentent un caractère temporaire et exceptionnel. Elles sont progressives et proportionnées aux menaces qui pèsent sur la ressource en eau, les milieux aquatiques et les usages. Les mesures susceptibles d'être adoptées par le Préfet sont celles du tableau de l'annexe 3.

Le franchissement du niveau « vigilance » n'engendre aucune restriction d'usage, mais constitue une opportunité de diffuser un communiqué de presse rappelant les mesures générales d'économies d'eau, et de déclencher un suivi de crise du réseau de l'observation national des étiages (ONDE) ainsi que la mise en place de la cellule de suivi opérationnel.

Les mesures du niveau « alerte » constituent un catalogue non prescriptif de mesures à mobiliser selon la saisonnalité et le contexte.

Les mesures des niveaux « alerte renforcée » et « crise » constituent un socle minimal de restrictions.

Les arrêtés préfectoraux de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse détaillent les mesures de vigilance et de restriction à prendre dans le secteur considéré en fonction des usages de première nécessité à préserver en priorité.

Ces arrêtés préfectoraux de restriction des usages de l'eau peuvent éventuellement prévoir des mesures complémentaires aux dispositions prévues dans le tableau de l'annexe 3, notamment en fonction des éléments relatifs à la situation locale et son évolution constatée ou prévisible. Sauf contexte particulier dûment justifié, les mesures complémentaires ne pourront pas être moins restrictives que le socle minimal de restrictions défini pour les niveaux « alerte renforcée » et « crise ».

Sauf indication contraire expresse, notamment sous forme de prescriptions figurant dans un arrêté préfectoral, les restrictions et interdictions mentionnés dans le tableau en annexe 3 sont valables quelle que soit la ressource sollicitée (eaux issues des réseaux AEP, des eaux superficielles, eaux de sources et de nappes, forages individuels, étangs, réserves d'eau de pluie). Les usages de l'eau au titre de la sécurité et de la santé publique ne sont pas concernés par ces restrictions.

Les communes peuvent aussi être rattachées à une zone de gestion, dans les cas où elles bénéficient de ressources situées dans une zone différente de celle où elles sont implantées. En cas de niveau de restriction différent entre ces zones, elles sont alors soumises aux mesures de restrictions les plus contraignantes.

Article 6 – Aménagement des mesures de restriction : conditions d'autorisation, conditions de dérogation

6-1 : Autorisations

Certaines mesures de restriction interdisent l'usage de l'eau sauf dans les conditions où elles peuvent être autorisées. Dans ce cas, il est nécessaire de faire une demande d'autorisation comportant tous les éléments utiles (projet précis, motifs de la demande, volume prévu, ressource utilisée, date...) auprès de la DDT (ddt-guichet-eau@doubs.gouv.fr), qui pourra délivrer une affichette indiquant les dates d'utilisation possibles. Ces affichettes devront être visibles pour les services de contrôle. Un bilan des consommations pourra être demandé au bénéficiaire de l'autorisation.

6-2 : Dérogations

Tout usager a la possibilité de solliciter auprès du préfet une adaptation aux mesures de restriction des usages de l'eau lorsque le seuil de crise est constaté. Cette demande ne peut concerner que les usages interdits.

La demande s'accompagnera a minima de l'explicitation de l'usage concerné, la ressource utilisée, une estimation du volume nécessaire, la période d'utilisation et la justification de la demande.

Les demandes de dérogations sont à adresser au service de police de l'eau de la DDT (ddt-guichet-eau@doubs.gouv.fr). En cas d'accord, la décision sous forme d'arrêté sera notifiée à l'intéressé et à la mairie concernée et devra être présentée en cas de contrôle. Cet arrêté pourra être contesté devant le tribunal administratif de Besançon.

Un bilan des consommations pourra être demandé au bénéficiaire de la dérogation.

Un formulaire de demande de dérogation est mis à disposition sur le site internet des services de l'État (annexe 5).

Article 7 - Évaluation

La mise en application de cet arrêté cadre départemental pourra faire l'objet d'une évaluation régulière, après une ou plusieurs périodes de sécheresse. Cette évaluation s'appuiera notamment sur les retours d'expérience annuels produits au niveau départemental ou des sous-bassins interdépartementaux coordonnés. A la lumière du retour d'expérience, il pourra être adapté en tant que de besoin par un arrêté complémentaire.

Article 8 - Voies de recours

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur les recueils des actes administratifs de la préfecture du Doubs.

Article 9 - Impact sur les arrêtés en vigueur et abrogation

L'arrêté cadre départemental n° 25 2022 04 28 00001 relatif à la mise en place des principes de vigilance et de gestion de la ressource en eau en période d'étiage dans le département du Doubs, à l'exception du sous-bassin de l'Allan est abrogé pour son application dans le Doubs.

Article 10 - Exécution

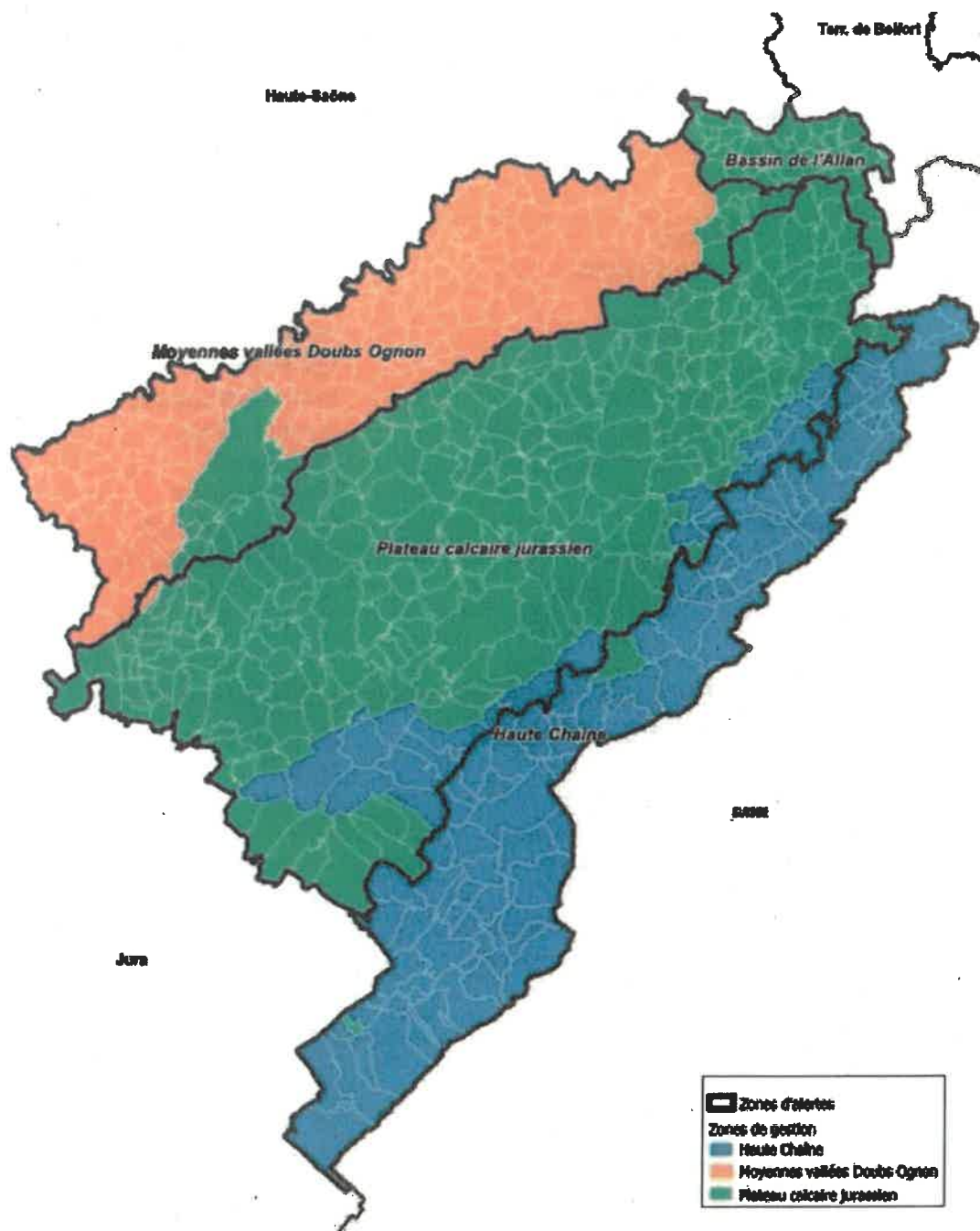
Le secrétaire général de la préfecture du Doubs, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche Comté, le directeur départemental des territoires du Doubs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs, sur le site internet des services de l'Etat du département du Doubs pendant toute la période de restriction, dans toutes les mairies concernées et sur le site internet national dédié conformément à l'article R.211-70 du Code de l'environnement.

Besançon, le

Le préfet du Doubs

ANNEXES

ANNEXE 1 : Carte des zones d'alerte et de gestion du Doubs



Cette carte présente les 4 zones d'alerte :

- de l'Allan,
- de la Haute de Chaîne;
- du plateau calcaire jurassien,
- des moyennes vallées du Doubs et de l'Ognon,

Cette carte présente également les zones de gestion :

- en bleu, la zone de gestion de la Haute Chaîne,
- en vert, la zone de gestion du plateau calcaire jurassien,
- en orange, la zone de gestion des moyennes vallées du Doubs et de l'Ognon.

ANNEXE 2 : liste des communes des zones d'alerte et de gestion

Liste des communes de la zone d'alerte du bassin de l'Allan

NB : Le bassin de l'Allan est géré par l'arrêté cadre interdépartemental de l'Allan. L'ensemble des communes du bassin de l'Allan sont rattachées à la zone de gestion Plateau calcaire jurassien dont fait partie notamment le captage de Mathay

ABBEVILLERS AIBRE ALLENJOIE ALLONDANS ARBOUANS BADEVEL BART BETHONCOURT BROGNARD COURCELLES-LES-MONTBELIARD DAMBENOIS DAMPIERRE-LES-BOIS	DASLE DESANDANS DUNG ECHENANS ETUPES EXINCOURT FESCHES-LE-CHATEL GRAND-CHARMONT ISSANS LAIRE LE VERNOY MONTBELIARD	NOMMAY PRESENTEVILLERS RAYNANS SAINT-JULIEN-LES-MONTBELIARD SAINTE-MARIE SAINTE-SUZANNE SEMONDANS SOCHAUX TAILLECOURT VANDONCOURT VIEUX-CHARMONT
---	---	--

Liste des communes de la zone d'alerte des moyennes vallées du Doubs et de l'Ognon

ABBANS-DESSOUS ABBENANS ACCOLANS AMAGNEY APPENANS ARCEY ARGUEL* AUDEUX AUTECHAUX AUXON-DESSOUS / Les AUXONS AUXON-DESSUS / Les AUXONS AVANNE-AVENEY* AVILLEY BATTENANS-LES-MINES BAUME-LES-DAMES BAVANS* BERCHE* BERTHELANGE BESANCON* BEURE* BEUTAL BLARIANS BLUSSANGEAUX BLUSSANS BONNAL BONNAY	ETRABONNE ETRAPPE FAIMBE FERRIERES-LES-BOIS FLAGEY-RIGNEY FONTAIN* FONTAINE-LES-CLERVAL FONTENELLE-MONTBY FONTENOTTE FOURBANNE FOURG FRANAY FRANOIS GEMONVAL GENEUILLE GENEY GERMONDANS GONDENANS-LES-MOULINS GONDENANS-MONTBY GOUHELANS GRANDFONTAINE GROSBOIS HUANNE-MONTMARTIN HYEVRE-MAGNY HYEVRE-PAROISSE JALLERANGE	PELOUSEY PIREY PLACEY POMPIERRE-SUR-DOUBS POUILLEY-FRANCAIS POUILLEY-LES-VIGNES POULIGNEY-LUSANS PUESSANS PUGEY* RANCENAY* RANG RECOLOGNE RIGNEY RIGNOSOT RILLANS ROCHE-LES-CLERVAL ROCHE-LEZ-BEAUPRE ROGNON ROMAIN ROSET-FLUANS ROUGEMONT ROUGEMONTOT ROULANS ROUTELLE / OSSELLE – ROUTELLE RUFFEY-LE-CHATEAU SAINT-GEORGES-ARMONT
--	--	--

BOURNOIS	L'ECOUVOTTE	SAINT-HILAIRE
BOUSSIERES	L'HOPITAL-SAINT-LIEFFROY	SAINT-MAURICE-COLOMBIER
BRAILLANS	L'ISLE-SUR-LE-DOUBS	SAINT-VIT
BRANNE	LA BRETENIERE	SANTOCHE / PAYS de CLERVAL
BRECONCHAUX	LA PRETIERE	SAUVAGNEY
BRETIGNEY	LA TOUR-DE-SCAY	SECHIN
BURGILLE	LA VEZE*	SERRE-LES-SAPINS
BUSY*	LAISSEY	SOURANS
BYANS-SUR-DOUBS	LANTENNE-VERTIERE	SOYE
CENDREY	LARNOD*	TALLANS
CHALEZE	LAVERNAY	TALLENAY
CHALEZEULE*	LE MOUTHEROT	THISE
CHAMPAGNEY	LE PUY	THORAISE
CHAMPOUX	LONGEVILLE-SUR-DOUBS	THUREY-LE-MONT
CHAMPVANS-LES-MOULINS	LOUGRES	TORPES
CHATILLON-GUYOTTE	LUXIOL	TOURNANS
CHATILLON-LE-DUC	MANCENANS	TRESSANDANS
CHAUCENNE	MARCHAUX	TROUVANS
CHAUDEFONTAINE	MARVELISE	UZELLE
CHAUX-LES-CLERVAL	MAZEROLLES-LE-SALIN	VAIRE-ARCIER / VAIRE
CHEMAUDIN / CHEMAUDIN et VAUX	MEDIERE	VAIRE-LE-PETIT / VAIRE
CHEVIGNEY-SUR-L'OGNON	MERCEY-LE-GRAND	VAL-DE-ROULANS
CHEVROZ	MEREY-VIEILLEY	VALLEROY
CLERVAL / PAYS de CLERVAL	MESANDANS	VAUX-LES-PRES / CHEMAUDIN et VAUX
COLOMBIER-FONTAINE*	MISEREY-SALINES	VELEMES-ESSARTS
CORCELLE-MIESLOT	MONCEY	VENISE
CORCELLES-FERRIERES	MONCLEY	VENNANS
CORCONDRAZ	MONDON	VERGRANNE
COURCHAPON	MONTAGNEY-SERVIGNEY	VERNE
CUBRIAL	MONTENOIS	VIEILLEY
CUBRY	MONTFAUCON*	VIETHOREY
CUSE-ET-ADRIANS	MONTFERRAND-LE-CHATEAU	VILLARS-SAINT-GEORGES
CUSSEY-SUR-L'OGNON	MONTUSSAINT	VILLARS-SOUS-ECOT*
DAMPIERRE-SUR-LE-DOUBS*	MORRE*	VILLERS-BUZON
DANNEMARIE-SUR-CRETE	NANS	VILLERS-GRELOT
DELUZ	NOIRONTE	VOILLANS
DEVECEY	NOVILLARS	VORGES-LES-PINS*
ECOLE-VALENTIN	OLLANS	VOUJEAUCOURT*
EMAGNY	ONANS	
ESNANS	OSSELLE - ROUTELLE	
ETOUVANS*	OUGNEY-DOUVOT	
	PALISE	

* communes rattachées à la zone de gestion Plateau calcaire jurassien

Liste des communes de la zone d'alerte Plateau calcaire jurassien

ABBANS-DESSUS***	EYSSON	ORGÉANS-BLANCHEFONTAINE
ADAM-LES-PASSAVANT	FALLERANS	ORNANS
ADAM-LES-VERCEL	FERTANS	ORSANS
AISSEY	FEULE	ORVE
AMANCEY	FLAGEY	OSSE
AMATHAY-VESIGNEUX	FLANGEBOUCHE	OUHANS
AMONDANS	FLEUREY	OUVANS
ANTEUIL	FOUCHERANS	PALANTINE
ARC-ET-SENANS	FOURNETS-LUISANS	PAROY
ARC-SOUS-CICON	FRASNE	PASSAVANT
ARC-SOUS-MONTENOT	FROIDEVAUX	PASSONFONTAINE
ATHOSE / PREMIERS SAPINS	FUANS	PESEUX
AUBONNE	GENNES	PESSANS
AUDINCOURT	GERMEFONTAINE	PIERREFONTAINE-LES-BLAMONT
AUTECHAUX-ROIDE	GEVRESIN	PIERREFONTAINE-LES-VARANS
AVOUDREY	GILLEY**	PLAIMBOIS-DU-MIROIR**
BANNANS	GLAMONDANS	PLAIMBOIS-VENNES
BARTHERANS	GLAY	POINTVILLERS / LE VAL
BATTENANS-VARIN	GONSANS	PONT-DE-ROIDE
BELLEHERBE	GOUX-LES-DAMBELIN	PONT-LES-MOULINS
BELMONT	GOUX-LES-USIERS**	PROVENCHERE
BELVOIR	GOUX-SOUS-LANDET	QUINGEY
BIANS-LES-USIERS**	GRANDFONTAINE-SUR-CREUSE	RAHON
BIEF	GUILLON-LES-BAINS	RANDEVILLERS
BLAMONT	GUYANS-DURNES	RANTECHAUX / PREMIERS
BOLANDOZ	GUYANS-VENNES	SAPINS
BONDEVAL	HAUTEPIERRE-LE-CHATELET /	REMONDANS-VAIVRE
BONNEVAUX-LE-PRIEURE /	PREMIERS SAPINS	RENEDALE
ORNANS	HERIMONCOURT	RENNES-SUR-LOUE
BOUCLANS	HYEMONDANS	REUGNEY
BOUJAILLES	L'HOPITAL-DU-GROSBOIS	ROCHES-LES-BLAMONT
BOURGUIGNON	LA BOSSE	RONCHAUX
BREMONDANS	LA CHAUX**	ROSIERES-SUR-BARBECHE
BRERES	LA CHEVILLOTTE	ROSUREUX
BRETIGNEY-NOTRE-DAME	LA GRANGE	ROUHE
BRETONVILLERS	LA RIVIERE-DRUGEON	RUREY
BUFFARD	LA SOMMETTE	SAINT-GORGON-MAIN
BUGNY**	LABERGEMENT-DU-NAVOIS /	SAINT-HIPPOLYTE
BULLE	LEVIER	SAINT-JUAN
BY	LANANS	SAINT-JULIEN-LES-RUSSEY**
CADEMENE	LANDRESSE	SAINTE-ANNE
CESSEY	LANTHENANS	SAMSON
CHAFFOIS**	LAVAL-LE-PRIEURE	SANCEY-LE-GRAND / SANCEY
CHAMESEY	LAVANS-QUINGEY	SANCEY-LE-LONG / SANCEY
CHAMESOL	LAVANS-VUILLAFANS	SAONE
CHAMPLIVE	LAVIRON	SARAZ
CHANTRANS	LE GRATTERIS	SAULES
CHAPELLE-D'HUIN**	LE LUHIER**	SCEY-MAISIERES
CHARBONNIERES-LES-SAPINS /	LES BRESEUX**	SELONCOURT

ETALANS	LES TERRES-DE-CHAUX	SEPTFONTAINES**
CHARMOILLE	LEVIER**	SERVIN
CHARNAY	LIEBVILLERS	SILLEY-AMANCEY
CHASNANS / PREMIERS SAPINS	LIESLE	SILLEY-BLEFOND
CHASSAGNE-SAINT-DENIS	LIZINE	SOLEMONT
CHATEAUVIEUX-LES-FOSSES	LODS	SOMBACOUR**
CHATILLON-SUR-LISON	LOMBARD	SOULCE-CERNAY
CHAUX-LES-PASSAVANT	LOMONT-SUR-CRETE	SURMONT
CHAY	LONGECHAUX	TARCENAY
CHAZOT	LONGEMAISON	THIEBOUHANS**
CHENECEY-BUILLON	LONGEVILLE-LES-RUSSEY	THULAY
CHEVIGNEY-LES-VERCEL	LONGEVILLE	TREPOT
CHOUZELOT	LORAY	VALDAHON
CLERON	MAGNY-CHATELARD	VALENTIGNEY
CONSOLATION-MAISONNETTES	MAICHE**	VALONNE
COTEBRUNE	MALANS	VALOREILLE
COUR-SAINT-AURICE	MALBRANS	VANCLANS / PREMIERS SAPINS
COURCELLES LES QUINGEY	MAMIROLLE	VAUCHAMPS
COURTETAINE-ET-SALANS	MANCENANS-LIZERNE**	VAUCLUSE
COURVIERES	MANDEURE	VAUCLUSOTTE
CROSEY-LE-GRAND	MATHAY	VAUDRIVILLERS
CROSEY-LE-PETIT	MEREY-SOUS-MONTROND	VAUFREY
CROUZET-MIGETTE	MESLIERES	VELLEROT-LES-BELVOIR
CUSANCE	MESMAY	VELLEROT-LES-VERCEL
CUSSEY-SUR-LISON	MONT-DE-LAVAL**	VELLEVANS
DAMBELIN	MONT-DE-VOUGNEY**	VENNES
DAMMARTIN-LES-TEMPLIERS	MONTANDON**	VERCEL-VILLEDIEU-LE-CAMP
DAMPJOUX	MONTBELIARDOT**	VERNIERFONTAINE
DANNEMARIE	MONTECHEROUX	VERNOIS-LES-BELVOIR
DESERVILLERS	MONTFORT / Le VAL	VERRIERES-DU-GROSBOIS /
DOMPIERRE-LES-TILLEULS	MONTGESOYE	ETALANS
DOMPREL	MONTIVERNAGE	VILLARS-LES-BLAMONT
DURNES	MONTJOIE-LE-CHATEAU	VILLARS-SOUS-DAMPJOUX
ECHAY	MONTMAHOX	VILLENEUVE-D'AMONT**
ECHEVANNES	MONTROND-LE-CHATEAU	VILLERS-CHIEF
ECOT	MOUTHIER-HAUTE-PIERRE	VILLERS-LA-COMBE
ECURCEY	MYON	VILLERS-SAINT-MARTIN
EPENOUSE	NAISEY-LES-GRANGES	VILLERS-SOUS-CHALAMONT
EPENYOY	NANCRAY	VILLERS-SOUS-MONTROND
EPEUGNEY	NANS-SOUS-SAINTE-ANNE	VOIRES
ETALANS	NEUCHATEL-URTIERE	VUILLAFANS
ETERNOZ	NODS / Les PREMIERS SAPINS	VYT-LES-BELVOIR
ETRAY	NOIREFONTAINE	
EVILLERS**	ORCHAMPS-VENNES	

** communes rattachées à la zone de gestion Haute Chaîne

*** communes rattachées à la zone de gestion Moyennes vallées du Doubs et de l'Ognon

Liste des communes de la zone d'alerte Haute Chaîne

ARCON	INDEVILLERS	METABIEF
BELFAYS	JOUGNE	MONTANCY
BONNETAGE	LA CHENALOTTE	MONTBENOIT
BONNEVAUX	LA CLUSE-ET-MIJOUX	MONTFLOVIN
BOUVERANS	LA LONGEVILLE	MONTLEBON
BREY-ET-MAISON-DU-BOIS	LA PLANEE	MONTPERREUX
BURNEVILLERS	LABERGEMENT-SAINTE-MARIE	MORTEAU
CERNAY-L'EGLISE	LE BARBOUX	MOUTHE
CHAPELLE-DES-BOIS	LE BELIEU	NARBIEF
CHARMAUVILLERS	LE BIZOT	NOEL-CERNEUX
CHARQUEMONT	LE CROUZET	OYE-ET-PALLET
CHATELBLANC	LE MEMONT	PETITE-CHAUX
CHAUX-NEUVE	LE RUSSEY	PONTARLIER
COURTEFONTAINE	LES ALLIES	RECUFZOZ
DAMPRICHARD	LES COMBES*	REMORAY-BOUJEONS
DOMMARTIN	LES ECORCES	ROCHEJEAN
DOUBS	LES FINS	RONDEFONTAINE
FERRIERES-LE-LAC	LES FONTENELLES	SAINT-ANTOINE
FESSEVILLERS	LES FOURGS	SAINT-POINT-LAC
FOURCATIER-ET-MAISON-NEUVE	LES GRANGETTES	SAINTE-COLOMBE
FOURNET-BLANCHEROCHE	LES GRAS	SARRAGEOIS
FRAMBOUHANS	LES HOPITAUX-NEUFS	TOUILLON-ET-LOULETEL
GELLIN	LES HOPITAUX-VIEUX	TREVILLERS
GLERE	LES PLAINS-ET-GRANDS-ESSARTS	URTIERE
GOUMOIS	LES PONTETS	VAUX-ET-CHANTEGRUE
GRAND'COMBE-CHATELEU	LES VILLEDIEU	VERRIERES-DE-JOUX
GRAND'COMBE-DES-BOIS	LONGEVILLES-MONT-D'OR	VILLE-DU-PONT
GRANGES-NARBOZ	MAISONS-DU-BOIS-LIEVREMONT	VILLERS-LE-LAC
HAUTERIVE-LA-FRESSE	MALBUISSON	VUILLECIN
HOUTAUD	MALPAS	

* communes rattachées à la zone de gestion Plateau calcaire jurassien

ANNEXE 3 : Tableau des mesures de restriction des usages de l'eau

3.1. Rappel des bonnes pratiques :

- Les arrosages restant autorisés se limiteront au strict nécessaire. Les plantations d'arbres, de haies, d'arbustes... seront reportées.
- L'utilisation de réserves d'eau de pluie doit être privilégiée lorsqu'il n'y a pas d'interdiction.
- La ressource en eau de pluie reste une ressource à part entière, en particulier pour les milieux naturels, elle est donc à préserver.
- Réduire autant que possible la consommation d'eau et le rejet d'eaux usées non traitées.
- Avant de réaliser des travaux en cours d'eau, veillez à prendre connaissance de la loi sur l'eau.
- Reporter les travaux non interdits très consommateurs en eau ou produisant des rejets potentiellement nuisibles dans les réseaux ou les cours d'eau : attention, nettoyer votre façade peut avoir des conséquences sur le milieu aquatique !
- Éviter les interventions non indispensables dans le lit mineur. Ne pas circuler dans les cours d'eau en étiage car dommageable pour le lit du cours d'eau.
- Réduire les prélèvements directs dans les canaux et dans le milieu lorsqu'ils sont autorisés (fragilisation des berges, des digues, impacts sur le milieu...)
- Le nettoyage des véhicules et engins professionnels, lorsqu'il est autorisé, est limité strictement au nettoyage des pièces nécessaires au bon fonctionnement (bétonnière, épandeurs...)
- En cas de déclenchement du plan canicule, les points de rafraîchissement ne sont pas soumis à cet arrêté, les robinets communaux à boutons poussoirs seront également autorisés

3.2. Mesures de restriction par niveau de gravité

Légende des usagers : P = Particulier, E = Entreprise, C = Collectivité, A = Exploitant agricole, horticulteur, pépiniériste, maraîcher

Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	P	E	C	A
<p>Légende des usagers : P = Particulier, E = Entreprise, C = Collectivité, A = Exploitant agricole, horticulteur, pépiniériste, maraîcher</p> <p>Les usages de l'eau au titre de la sécurité, salubrité et de la santé publique ne sont pas concernés par les restrictions.</p> <p>Ces mesures ne sont pas applicables dès lors qu'il y a utilisation d'eaux de pluie récupérées. Elles le sont néanmoins pour toutes les autres ressources sollicitées (réseaux d'eau, eaux superficielles, de sources et de nappes, forages, étangs).</p> <p>Certains usages sont soumis à des horaires qui seront précisés, pour chaque département, dans l'arrêté préfectoral en vigueur. Ces horaires seront également à respecter lors de l'utilisation d'eaux de pluie.</p> <p>Des relevés de compteurs pourront être demandés et des tests de vérification de la nature de l'eau (eau de pluie et eau du réseau)</p>					X	X	X	X
Arrosage des pelouses et massifs fleuris, plantation en pots	<p>Informer et sensibiliser le grand public, les professionnels et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau</p>	<p>INTERDIT Entre 08h00 et 20h00</p> <p>Sauf pour les plantes en contenant si un système de goutte à goutte est utilisé</p>	<p>INTERDIT</p> <p>Sauf pour les plantes en contenant si un système de goutte à goutte est utilisé</p>	<p>INTERDIT</p>	X	X	X	
Arrosage des jardins potagers, y compris partagés		<p>INTERDIT Entre 8h et 20h</p>		<p>INTERDIT</p>	X	X	X	
Arrosage des espaces verts, arbres et arbustes [1]		<p>INTERDIT, sauf plantation arbres et arbustes plantés en pleine terre depuis moins de 2 ans uniquement entre 20h et 08h</p>		<p>INTERDIT</p>	X	X	X	
Remplissage et vidange de piscines privées de plus d'1 m ³		<p>INTERDIT</p> <p>Sauf remise à niveau nocturne et premier remplissage si le chantier avait débuté avant les premières restrictions</p>		<p>INTERDIT</p>	X			
Piscines ouvertes au public		<p>Pas de restriction</p>	<p>Vidange et Remplissage INTERDIT</p> <p>Sauf impératif sanitaire après avis de l'ARS</p>				X	X
Alimentation en eau potable des populations		<p>Pas de limitation</p> <p>Sauf arrêté spécifique</p>			X	X	X	X
Fonctionnement des fontaines publiques et privées d'ornement		<p>INTERDIT, dans la mesure où le fonctionnement des fontaines permet leur mise à l'arrêt (fontaines fermées et ouvertes)</p>			X	X	X	
<p>[1] Nous vous invitons à vous référer aux bonnes pratiques</p>								

Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	P	E	C	A
Lavage de véhicules chez les particuliers	Informer et Sensibiliser le grand public, les professionnels et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau	INTERDIT à titre privé à domicile			X			
Lavage de véhicules en station		Autorisé sur les pistes équipées de haute-pression ou équipées de système de recyclage (minimum 70 % d'eau recyclée) ou portique programmé ÉCO sur ouverture partielle. [2]		INTERDIT	X	X	X	X
Nettoyage des trottoirs et surfaces de circulation imperméables		INTERDIT, sauf avec du matériel haute pression ou usage de balayeuses Automatiques	INTERDIT, sauf impératif sanitaire ou sécuritaire Et usage de balayeuses automatiques [3]				X	
Nettoyage des façades, toitures et autres surfaces imperméabilisées		INTERDIT, sauf avec du matériel haute pression, autolaveuse	INTERDIT, sauf travaux programmés avant passage en alerte renforcée ET avec une entreprise de nettoyage professionnel [3]		X	X		
Arrosage de surfaces de chantier générant de la poussière	Informer les professionnels et collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau	INTERDIT, sauf en cas d'impératif sanitaire ou sécuritaire [3]			X	X	X	X
Arrosage des terrains de sport enherbés	Informer et Sensibiliser le grand public, les professionnels et les collectivités aux règles de bon usage D'économie d'eau	INTERDIT entre 08h et 20h	INTERDIT, sauf pour les terrains à enjeu national ou international dont l'arrosage sera minimal [3] L'eau de pluie sera privilégiée			X	X	
Arrosage des carrières équestres		Pas de restriction			X	X	X	X
Arrosage des golfs (conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024)	Informer les professionnels et collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau	INTERDIT De 8h à 20h Réduction des consommations de 15 à 30 % Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pour l'irrigation et mis à disposition des services de contrôle	INTERDIT De 8h à 20h A l'exception des greens et départs. Réduction des consommations d'eau moins 60 % Des relevés de compteurs doivent être envoyés toutes les deux semaines à la DDT	INTERDIT De 8h à 20h A l'exception des greens, par un arrosage réduit à 350 m ³ / semaine maximum par tranche de 9 trous, sauf en cas de pénurie d'eau potable. Réduction des consommations d'eau moins 80 % Des relevés de compteurs doivent être envoyés toutes les deux semaines à la DDT		X	X	
Nettoyage / arrosage des sites de manifestations temporaires sportives et culturelles		Autorisé uniquement pour la salubrité et sécurité, adaptations possibles pour les évènements d'envergure nationale et internationale [3]				X	X	X

[2] Ces mesures concernent notamment les stations de lavage, Les unités de lavage des garages et stations services et les stations de lavage des entreprises professionnelles (de transport, BTP, etc...). Il conviendra pour les stations de lavage de rendre inutilisable les pistes de lavage faisant l'objet d'une interdiction d'utilisation.
Pour les stations de lavage, pour justifier du recyclage, il faut pouvoir présenter en cas de contrôle un dossier validé par le fabricant ou l'installateur (capacités, plan de l'installation, réseaux d'eau, compteur).
Un test de consommation réelle par véhicule pourra également être effectué.

[3] Certaines mesures de restriction interdisent l'usage de l'eau, cependant lorsque les conditions mentionnées sont respectées, des autorisations peuvent être accordées. Dans ce cas, il est nécessaire de faire une demande d'autorisation comportant tous les éléments utiles (projet précis, motifs de la demande, volume prévu, ressource utilisée, date...) auprès de la DDT, qui pourra délivrer une affichette indiquant les dates d'utilisation possibles. Ces Affichettes devront être apposées de manière visible sur site et/ou véhicule professionnel.

Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	P	E	C	A
Activités industrielles (dont ICPE) commerciales et artisanales dont la consommation est supérieure à 7000 m ³ /an	Sensibiliser les professionnels concernés aux règles de bon usage d'économie d'eau	<p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau).</p> <p>Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliquent. Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leur procédés permettent de réduire au minimum les besoins en eau.</p> <p>Les restrictions ci-dessous ne s'appliquent pas aux usages rendus strictement nécessaires par un impératif sanitaire ou lié à la salubrité publique.</p>						
		<p>Registre hebdomadaire mis à disposition des services de contrôle.</p> <p>Réduction des consommations de 10 % par rapport à la moyenne hebdomadaire</p>	<p>Registre quotidien pour tout prélèvement supérieure à 100 m³/jour mis à disposition des services de contrôle.</p> <p>Réduction des consommations de 20 % par rapport à la moyenne hebdomadaire</p>	<p>Registre quotidien pour tout prélèvement supérieure à 100 m³/jour mis à disposition des services de contrôle.</p> <p>Réduction des consommations de 20 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.</p> <p>Priorisation des usages au cas par cas pouvant conduire à des réductions supplémentaires ou l'arrêt des prélèvements.</p>		X	X	X
Activités industrielles (dont ICPE) commerciales et artisanales dont la consommation est inférieure ou égale à 7000 m ³ /an		Mettre en œuvre des dispositions au moins temporaires de réduction des prélèvements d'eau et limiter au maximum les consommations.				X	X	
Irrigation par aspersion des cultures		INTERDIT entre 8h et 20h						X
Irrigation par systèmes d'irrigation localisée des cultures maraîchères, cultures horticoles, cultures expérimentales ou à valeur patrimoniale forte (goutte-à-goutte, micro-aspersion)	Prévenir les agriculteurs	Pas de restriction	INTERDIT entre 8h et 20h			X	X	X
Abreuvement des animaux		<p>Pas de limitation sauf arrêté spécifique</p> <p>En cas de prélèvement dans un cours d'eau, le remplissage des citernes sera effectué depuis la berge, sans pénétrer dans le cours d'eau et sans réduire le débit en dessous du débit minimum biologique. Tout prélèvement est interdit en ruisseau identifié en arrêté de protection de biotope</p>			X	X	X	X

Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	P	E	C	A
Remplissage / vidange des plans d'eau	Informer et sensibiliser le grand public, les professionnels et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau	INTERDIT Sauf pour les usages commerciaux sous autorisation du service de police de l'eau concerné			X	X	X	X
Navigation Fluviale		Programmation des automates afin que les mouvements de portes d'écluses soient limités aux stricts besoins de la navigation					X	
Travaux en cours D'eau [3]		Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux Aquatiques et éviter les interventions non indispensables dans le lit mineur	Reporter les travaux en cours d'eau très consommateurs en eau et / ou produisant des rejets potentiellement nuisibles dans les réseaux ou les cours d'eau. Sauf avis favorable de la DDT (à solliciter au minimum 15 jours avant le démarrage des travaux)		X	X	X	X
Gestion des systèmes d'assainissement	Prévenir les services de gestion des eaux	Reporter les opérations de maintenance notamment celles pouvant entraîner une dégradation du niveau de service des systèmes d'assainissement sauf si elle sont urgentes et indispensables au bon fonctionnement ultérieur du système d'assainissement et après accord du service police de l'eau				X	X	
Lavage des réservoirs d'eau potable prévus dans les contrats d'affermage et essai de bornes incendie existantes		Pas de restriction	INTERDIT , sauf impératif de santé après avis de l'ARS, sécurité ou salubrité publique			X	X	
Purges des réseaux		Pas de restriction après travaux de réparation, de renouvellement ou après prélèvements				X	X	
Installations hydroélectriques	Informer et sensibiliser le grand public, les professionnels et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau	Pour les installations hydroélectriques, les manœuvres d'ouvrages nécessaires à l'équilibre du réseau électrique ou à la délivrance d'eau pour le compte d'autres usagers ou des milieux aquatiques sont autorisées. Le préfet peut imposer des dispositions spécifiques pour la protection de la biodiversité, dès lors qu'elles n'interfèrent pas avec l'équilibre du système électrique et la garantie de l'approvisionnement en électricité.			X	X	X	X

[1] Nous vous invitons à vous référer aux bonnes pratiques

[2] Ces mesures concernent notamment les stations de lavage, Les unités de lavage des garages et stations services et les stations de lavage des entreprises professionnelles (de transport, BTP, etc...). Il conviendra pour les stations de lavage de rendre inutilisable les pistes de lavage faisant l'objet d'une interdiction d'utilisation.

[3] Certaines mesures de restriction interdisent l'usage de l'eau, cependant lorsque les conditions mentionnées sont respectées, des autorisations peuvent être accordées. Dans ce cas, il est nécessaire de faire une demande d'autorisation comportant tous les éléments utiles (projet précis, motifs de la demande, volume prévu, ressource utilisée, date...) auprès de la DDT, qui pourra délivrer une affichette indiquant les dates d'utilisation possibles. Ces affichettes devront être apposées de manière visible sur site ou véhicule.

**=> Ne pas hésiter à consulter la DDT en cas d'interrogation
- pour le Doubs : ddt-guichet-eau@doubs.gouv.fr**

ANNEXE 4 : Stations hydrologiques de référence

N°	Secteur	Débits en m ³ /s aux stations de référence			
		Seuil de Vigilance	Seuil d'Alerte	Seuil d'alerte renforcée	Seuil de crise
RM17	Haute Chaîne				
	Mouthe sur le Doubs	0,330	0,220	0,150	0,130
	Pontarlier sur le Doubs	1,900	1,200	0,970	0,760
	Goumois sur le Doubs	7,900	5,300	4,500	2,930
	Morez sur la Bienne	0,350	0,220	0,150	0,110
	Saint Claude sur le Tacon	0,840	0,570	0,430	0,340
RM18	Plateau Calcaire jurassien				
	Saint Hyppolyte sur le Dessoubre	2,400	1,500	1,100	0,760
	Champagne sur la Loue	15,000	11,000	8,100	5,270
	Salins les Bains sur la Furieuse	0,260	0,160	0,110	0,050
	Bourg de Sirod sur l'Ain	2,500	1,800	1,300	0,900
	Doucier sur le Hérisson	0,340	0,210	0,110	0,080
RM19	Basses vallées Doubs – Ognon				
	Mathay sur le Doubs	14,000	8,900	7,000	5,280
	Besançon sur le Doubs	25,000	17,000	12,000	7,300
	Pesmes sur l'Ognon	8,200	5,500	3,700	2,100
	Beveuge sur le Scey	0,460	0,290	0,210	0,140
	Neublans sur le Doubs	47,000	31,000	22,000	14,000

Les débits relatifs au sous-bassin de l'Allan sont identifiés dans l'arrêté inter-départemental relatif à la mise en place des principes communs de vigilance et de gestion de la ressource en eau en période d'étiage dans le sous-bassin de l'Allan.

ANNEXE 5 :

Demande de dérogation aux dispositions de l'ARRÊTÉ de restriction des usages de l'eau n°
.....

Le présent formulaire a pour objet de permettre l'instruction d'une demande de dérogation aux mesures de restrictions provisoires de certains usages de l'eau (arrêté préfectoral susvisé).

Les demandes de dérogation ne pourront porter que sur les mesures pour lesquelles le manque d'eau serait de nature à créer un préjudice environnemental et/ou économique important.

En conséquence, il convient de produire à l'appui de la présente demande, toute pièce utile permettant d'en faciliter l'instruction.

La décision sera adressée sous forme d'arrêté au demandeur.

Identification du demandeur

Nom - Prénom (ou nom de l'établissement)

.....

Adresse complète

.....

.....

Pour les établissements :

Représenté par (nom, prénom et fonction)

.....

Personne assurant le suivi du dossier :

Nom- Prénom

.....

Adresse (si différente de l'établissement)

.....

Tél :

Courriel :

Objet de la demande de dérogation

Justification de la demande :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Fournir un plan précis (général et proximité), des photos...

Localisation des espaces concernés et du prélèvement (adresse ou lieu-dit) :

.....
.....

Volume prévisionnel par jour :m³

Surface approximative ou linéaire à arroser.....

Fréquence et durée d'arrosage envisagée (préciser les jours et horaires)

.....

Origine de l'eau utilisée (réseau AEP, forages, puits...) :.....

.....

Fréquence des prélèvements envisagée (préciser les jours et horaires)

.....

État quantitatif de cette ressource

.....

Fait à, le.....

Signature

Indiquer clairement le nom du signataire

Cette demande est à adresser à :

**Direction départementale des territoires du Doubs
Service Eau, Risques, Nature et Forêt
Courriel : ddt-guichet-eau@doubs.gouv.fr
Tél : 03 39 59 55 59**